

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

| Effectif légal | Présents | Procurations + Absents |
|-------------------|----------|------------------------------|
| 25 | 22 | 3 |

N° de la séance : 45

Objet de la délibération : Environnement -
PCAET - IRVE - Convention constitutive de
groupement de commandes -
Renouvellement du marché

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">OriginalExpédition certifiée conforme à l'original <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p> |
|--|

N° Enregistrement : BC.2021.085

| |
|---|
| Date de la convocation : Le 13/04/2021 |
| Certifié exécutoire compte tenu |
| de l'affichage en date du 26 AVR. 2021 |
| de la réception s/Préfecture en date du 22 AVR. 2021 |
| Pour le Président, La Responsable de Service  Corinne SAINTE |

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 avril 2021

L'an deux mil vingt et un et le 19 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Dominique TRABAUD

Monsieur TAULANE,

Dans le cadre du Plan Climat Energie Ouest 06, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G), la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A), la Communauté d'Agglomération- Cannes Pays de Lérins (CACPL) déploient, depuis 2018, un réseau d'infrastructures de recharge pour accompagner et faciliter le développement des véhicules électriques et hybrides sur le territoire.

Ce déploiement harmonisé à l'échelle de l'ouest 06 a pour objectif de faciliter la mobilité électrique sur le bassin de vie, répondant ainsi aux enjeux de qualité de l'air et de réduction des émissions des gaz à effet de serre du plan de protection de l'atmosphère des Alpes Maritimes et participant à l'attractivité du territoire. Ainsi, au 1^{er} avril 2021, le réseau WiiiZ compte 120 bornes réparties sur la C.A.S.A, la C.A.P.G et la C.A.C.P.L.

Afin de mener à bien ce déploiement, les trois E.P.C.I ont souhaité, dès 2016, constituer un groupement de commandes afin d'assurer un maillage cohérent et d'optimiser les coûts.

Ainsi, par délibération du Conseil Communautaire n° CC.2016.175 en date du 19 décembre 2016, un premier groupement de commandes entre la C.A.P.G, la C.A.S.A et la C.A.C.P.L a été constitué pour la mise en œuvre des procédures de passation de marché relatif à la fourniture, la pose, la maintenance et l'exploitation des IRVE sur l'ouest des Alpes Maritimes. Ce marché, passé pour une durée de 4 ans, arrive à échéance le 27 novembre 2021.

Par délibération n° CC.2018.205 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2018, la C.A.S.A s'est engagée avec la C.A.C.P.L et la C.A.P.G dans l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial Ouest 06 (PCAET Ouest 06).

Par délibération n° CC.2019.135 du Conseil Communautaire du 14 octobre 2019, la C.A.S.A a renouvelé avec la C.A.P.G et la C.A.C.P.L la convention de partenariat inter-collectivités pour la mise en œuvre du PCAET Ouest 06.

Par délibération n° CC.2020.185 du Conseil Communautaire du 5 octobre 2020, la CASA a prescrit l'élaboration de son Schéma de Cohérence Territoriale valant PCAET et de son Plan de Mobilité.

Ainsi, la C.A.S.A, la C.A.P.G et la C.A.C.P.L souhaitent constituer un nouveau groupement de commandes en prévision du renouvellement du marché d'acquisition, de la pose, de l'entretien et de l'exploitation d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques sur leur territoire.

De plus, la Communauté de Communes Alpes d'Azur et la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée (qui va changer prochainement de dénomination en « Estérel Côte d'Azur Agglomération ») ont souhaité rejoindre le groupement de commandes.

La C.A.P.G est désignée comme coordonnateur du nouveau groupement de commandes constitué par convention et qu'à ce titre, elle aura la qualité de pouvoir adjudicateur avec pour principales missions : la mise en œuvre de la procédure de passation, la signature du ou des marchés publics et des éventuels avenants et leur notification dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique ainsi que le suivi de l'exécution de ceux-ci.

Chaque membre du groupement inscrira le montant de l'opération qui le concerne dans son budget, assurera l'exécution comptable du marché correspondant et se chargera du paiement direct au titulaire.

Les conditions et modalités de fonctionnement de ce groupement sont définies dans une convention annexée à la présente.

Les coûts indicatifs moyens pratiqués se décomposent de la manière suivante :

- Fourniture, pose, raccordement d'une infrastructure de recharge accélérée (22 kW) pour véhicules électriques (IRVE) : 11 000 € HT par borne (chaque borne comprenant 2 points de charge)
- Entretien et exploitation d'une IRVE : 1 000 € HT/ an par borne

A titre indicatif, le nombre envisagé d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques à déployer, se répartit de la manière suivante entre les membres (chaque infrastructure comprend 2 points de charge) :

- Sur le territoire de la C.A.P.G : 25
- Sur le territoire de la C.A.S.A : 25
- Sur le territoire de la C.A.C.P.L : 25
- Sur le territoire de la C.C.A.A : 40
- Sur le territoire de la C.A.V.E.M : 30

Un comité de pilotage, composé des élus en charge de la thématique et des élus référents PCAET des collectivités compétentes, est chargé du suivi des phases d'élaboration, de passation et d'exécution des procédures de la commande publique.

Les modalités de fonctionnement de ce groupement de commandes ont été définies dans le cadre d'une convention constitutive dudit groupement qui prévoit notamment, en son article VI, la mise en place d'une Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) *ad hoc* chargée de procéder au choix du (des) futur(s) titulaire(s) ;

Au vu de ce qui précède, l'élection du membre titulaire et de son suppléant appelés à représenter la C.A.S.A au sein de cette commission d'appel d'offres, étant précisé que ces représentants doivent être élus parmi les membres ayant une voix délibérative de la commission d'appel d'offres de la C.A.S.A, seront désignés lors du prochain Conseil communautaire de la C.A.S.A.

Vu la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire du 17 juillet 2020 ayant délégué au Bureau Communautaire le soin de prendre toutes décisions relatives à la constitution de groupement de commandes pour gérer les besoins en fournitures, services et travaux impliquant la CASA ;

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.), la Communauté de Communes Alpes d'Azur (C.C.A.A.) et la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée (future « Estérel Côte d'Azur Agglomération ») pour la mise en œuvre des procédures de passation de marché public relatif à la fourniture, la pose, la maintenance et l'exploitation des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides rechargeables (IRVE) sur l'Ouest des Alpes-Maritimes ;
- d'accepter que la C.A.P.G. soit désignée comme coordonnateur du groupement de commandes ainsi formé et que, conformément à l'article L. 1414-3 I du Code Général des Collectivités Territoriales, une Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) *ad hoc* soit mise en place ;
- d'approuver les termes de la convention constitutive de ce groupement de commandes conclu conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la Commande Publique, pour une durée allant de sa notification avec expiration à l'issue de l'exécution du dernier marché qui aura été passé sur son fondement, telle qu'annexée à la présente délibération ;
- de préciser que les dépenses afférentes au déploiement des IRVE seront prévues aux budgets des années concernées ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué à l'environnement et à la biodiversité, à signer la convention constitutive de groupement de commandes et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.), la Communauté de Communes Alpes d'Azur (C.C.A.A.) et la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée (future « Estérel Côte d'Azur Agglomération ») pour la mise en œuvre des procédures de passation de marché public relatif à la fourniture, la pose, la maintenance et l'exploitation des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides rechargeables (IRVE) sur l'Ouest des Alpes-Maritimes ;
- d'accepter que la C.A.P.G. soit désignée comme coordonnateur du groupement de commandes ainsi formé et que, conformément à l'article L. 1414-3 I du Code Général des Collectivités Territoriales, une Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) ad hoc soit mise en place ;
- d'approuver les termes de la convention constitutive de ce groupement de commandes conclu conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la Commande Publique, pour une durée allant de sa notification avec expiration à l'issue de l'exécution du dernier marché qui aura été passé sur son fondement, telle qu'annexée à la présente délibération ;
- de préciser que les dépenses afférentes au déploiement des IRVE seront prévues aux budgets des années concernées ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué à l'environnement et à la biodiversité, à signer la convention constitutive de groupement de commandes et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE

A ANTIBES LE 19 avril 2021

Suivent les signatures

Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE DEPLOIEMENT D'INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES ET HYBRIDES RECHARGEABLES

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique, et notamment ses articles L. 2113-6 à L. 2113-8 relatifs au groupement de commandes.

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE ENTRE :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, ci-après désignée « la CAPG », dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Séward, BP 91015, 06131 GRASSE CEDEX, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par délibération en date du,

ET

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ci-après désignée « la CASA », dont le siège social est situé Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06 600 Antibes, représentée par son vice-président délégué à l'environnement et à la biodiversité en exercice, Monsieur Lionnel LUCA, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par délibération en date du,

ET

La **Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins**, ci-après désignée « la CACPL », dont le siège social est situé à Cannes, en l'Hôtel de Ville, CS 50 044 - 06414 CANNES CEDEX, représentée par son Président en exercice, Monsieur David LISNARD, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par délibération en date du,

ET

La **Communauté de Communes Alpes d'Azur**, ci-après désignée « la CCAA », dont le siège social est situé Maison des Services Publics, Place Adolphe Conil, 06260 Puget-Théniers, représentée par son Président en exercice, Monsieur Charles-Ange GINESY, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la communauté de communes par délibération en date du,

ET

La **Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée (ou « Estérel Côte d'Azur Agglomération »)**, ci-après désignée « la CAVEM », dont le siège social est situé à Saint-Raphaël, en l'Hôtel de Ville, CS 50133 - 06707 SAINT-RAPHAEL CEDEX, représentée par son Président en exercice, Monsieur Frédéric MASQUELIER, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par décision en date du,

Ces partenaires sont désignés par les termes suivants : « partie » ou « signataire » ou « membre ».



IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

Le Plan Climat Energie Territorial Ouest 06 adopté en 2013 regroupait les Communautés d'Agglomération Pôle Azur Provence (CAPAP), Sophia Antipolis (CASA) et les Communes de Cannes, Grasse et Antibes. Le périmètre s'est élargi en 2014 avec l'extension de la CAPAP qui est devenue la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la création de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins. En 2017, suite à la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte, les communes ne sont plus obligées de détenir un PCET, ainsi seuls les EPCI restent dans le PCET Ouest 06.

Ce PCET Ouest 06 est donc composé d'un plan d'actions spécifiques à chaque collectivité et d'un plan d'actions commun.

L'action W3 « Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques » fait partie du Plan d'actions commun.

Ainsi, en 2016, les 3 EPCI constituent un groupement de commande pour la mise en œuvre des procédures de passation de marché public relatif à la fourniture, la pose, la maintenance et l'exploitation des Installations de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE) à l'Ouest des Alpes-Maritimes.

Le 2 février 2018, la première borne de recharge est inaugurée. Depuis, 120 IRVE ont été installées.

Le marché public relatif à la fourniture, la pose, la maintenance et l'exploitation des IRVE arrive à échéance le 27 novembre 2021. Il convient de relancer le marché.

Par délibération n° D2021/053 du Conseil Communautaire en date du 12/02/2021, la CCAA débute le processus de la prise de compétence optionnelle IRVE.

Par délibération n° 32 du Conseil Communautaire en date du 25/03/2021, la CAVEM débute le processus de la prise de compétence optionnelle IRVE.

Ainsi, dans le cadre du renouvellement du marché « Fourniture, pose, entretien et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques sur l'Ouest des Alpes-Maritimes » initialement passé en groupement de commandes entre la CAPG, la CACPL et la CASA, il est intégré, dès à présent, la CCAA ainsi que la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée (ou « Estérel Côte d'Azur Agglomération ») qui mène sur son territoire des actions de même nature.



IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE I : OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES

I.1. OBJECTIF DU GROUPEMENT

La présente convention est établie en application des dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique à l'effet de :

- constituer un groupement de commandes pour la passation d'un marché public de fournitures et services ;
- définir les règles de fonctionnement du groupement.

I.2. DEFINITION DU BESOIN

Le groupement constitué par la présente convention vise à répondre aux besoins propres des membres relatifs à l'acquisition, la pose, l'entretien et l'exploitation d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques.

ARTICLE II : COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le groupement de commandes est constitué de :

- la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,
- la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
- la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins,
- la Communauté de Communes Alpes d'Azur,
- la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée (ou « Estérel Côte d'Azur Agglomération »),

dénommés « membres » du groupement de commandes, signataires de la présente convention.

ARTICLE III : MODALITES D'ORGANISATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

III.1. SIEGE ADMINISTRATIF

Les membres conviennent que le siège administratif du groupement de commandes est établi au siège de la CAPG.

III.2. ADHESION

Chaque membre adhère au groupement par délibération de son assemblée délibérante ou toute autre instance habilitée approuvant la présente convention.



Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement.

Toute adhésion devra être réalisée avant le lancement de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence du premier marché passé dans le cadre de ce groupement de commande.

III.3. ENGAGEMENTS DES MEMBRES

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Fournir au coordonnateur tout élément nécessaire à l'identification du besoin ;
- Participer à l'élaboration des pièces administratives et techniques ;
- Prendre connaissance et valider les pièces administratives et techniques dans les délais fixés par le coordonnateur ;
- Emettre les bons de commande relatifs à la part de marché le concernant ; ainsi, le dispositif de paiement de l'article IX.9 pourra être mis en œuvre ;
- De s'assurer de la bonne exécution des prestations qui le concernent ;
- Payer les prestations correspondantes ;
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du marché le concernant.

III.4. RESPONSABILITE DES MEMBRES

Chaque membre du groupement s'engage à faciliter l'exécution des marchés publics dans les conditions prévues, et à défaut, assure la responsabilité des difficultés d'exécution et des litiges qu'il pourrait générer.

Suite à la notification des marchés par le coordonnateur du groupement, chaque membre s'assure de la bonne exécution des marchés publics en ce qui le concerne et en devient juridiquement le seul responsable.

ARTICLE IV : COORDONNATEUR

Le coordonnateur est le membre du groupement ayant la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation du marché public au nom et pour le compte des autres membres et procèdera, le cas échéant, à la réalisation des avenants et à leur notification pour la bonne exécution du marché en accord avec chacun des membres du groupement.

IV.1. Désignation du coordonnateur

La CAPG est désignée par la présente convention coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

IV.2. Missions du coordonnateur

IV.2.1- Durant la phase de procédure de passation du marché public

En tant que coordonnateur, la CAPG sera chargée de mettre en œuvre les procédures et ses éventuelles modifications, de signer les marchés publics et modifications au marché public.



Le coordonnateur pilote la procédure de passation du marché. A cet effet, il lui incombera de :

- Recenser les besoins (organiser, au préalable, les réunions de travail utiles entre les membres, recueillir leurs exigences techniques, présenter le projet) ;
- Préparer et rédiger l'avis d'appel public à la concurrence et le DCE ;
- Gérer les opérations de consultation normalement dévolues au pouvoir adjudicateur, telles que l'envoi aux publications, envoi des DCE aux candidats et/ou mise en ligne du DCE sur la plateforme www.marches-securises.fr, réception des plis, ouverture des plis, demande de compléments de candidatures et régularisation des offres le cas échéant, etc. ;
- Convoquer, conduire et suivre les réunions de la Commission d'Appel d'Offres ;
- Informer les candidats du sort de leurs candidatures et offres ;
- Rédiger et transmettre, le cas échéant, le rapport de présentation en application des dispositions des articles R. 2184-1 à R. 2184-6 du Code de la Commande Publique ;
- Notifier les marchés au(x) prestataire(s) retenu(s).

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement les informations relatives à l'activité du groupement.

Il est convenu que le coordonnateur ne saurait prendre, sans l'accord des membres du groupement, toute décision pouvant entraîner le non-respect du programme et de l'enveloppe financière.

Dans tous les marchés publics passés par le coordonnateur, ce dernier doit avertir ses prestataires qu'il agit en qualité de coordonnateur du groupement.

IV.2.2- Durant la phase d'exécution du marché public

Chacun des membres du groupement sera responsable de l'exécution administrative et technique de son marché.

Le coordonnateur assurera la cohérence des travaux du prestataire à l'échelle du groupement de commandes.

ARTICLE V : PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

La procédure de passation retenue sera déterminée par le Coordonnateur du groupement dans le respect de la réglementation applicable aux marchés publics.

Le marché sera un accord-cadre, s'exécutant par l'émission de bons de commande et conclu avec un seul opérateur économique (Accord Cadre mono-attributaire).



ARTICLE VI : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (C.A.O.)

VI.1. COMPOSITION DE LA C.A.O.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1414-3-I du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera institué une C.A.O. *ad hoc*, composée d'un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la C.A.O. de chaque membre du groupement.

La C.A.O. sera présidée par le représentant du coordonnateur du groupement.

VI.2. ROLE DE LA C.A.O.

Pour les procédures supérieures aux seuils, la C.A.O. choisit l'attributaire du marché.

ARTICLE VII : COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION ET DE SUIVI

VII.1. COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE ET FONCTIONNEMENT

Le comité technique de coordination et de suivi est composé du chargé de missions PCAET Ouest 06 inter-collectivités, des chargés de la thématique Energie ou Développement Durable et des chargés de la thématique Mobilité et Transport des membres décisionnaires.

Il peut s'adjoindre toute personne compétente pour l'assister dans ses missions.

Le comité technique se réunit en tant que de besoin durant :

- les procédures d'élaboration et de passation des contrats ;
- les procédures d'exécution des contrats.

VII.2. ROLE DU COMITE TECHNIQUE

Le comité technique a pour missions de permettre aux membres du groupement de commandes de participer et de suivre le déroulement de l'opération.

Le comité technique est chargé :

- de recenser les besoins ;
- de participer à l'élaboration des cahiers des charges des procédures de la commande publique, en vue de permettre au coordonnateur de constituer les dossiers de consultation des entreprises ;
- de participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre à la C.A.O. de choisir le candidat ;



- à la demande d'un membre, d'intervenir tout au long de l'exécution des prestations, d'effectuer tous les contrôles nécessaires au bon déroulement de ces prestations et de remettre, en tant que de besoin, les rapports de constat de réalisation ouvrant droit au paiement.

ARTICLE VIII : COMITE DE PILOTAGE

VIII.1. COMPOSITION DU COMITE DE PILOTAGE

Il est composé du comité technique, des responsables hiérarchiques impliqués, des élus en charge de la thématique et des élus référents PCAET des membres.

Il pourra s'adjoindre toute personne compétente pour l'assister dans sa mission.

VIII.2. ROLE DU COMITE DE PILOTAGE

Le comité de pilotage prend toutes les décisions relatives à la vie du groupement de commandes.

Il valide les propositions techniques du comité technique relatives aux phases d'élaboration et de passation des procédures de la commande publique.

Pour les procédures inférieures aux seuils, il propose au pouvoir adjudicateur l'attributaire du marché.

VIII.3. FONCTIONNEMENT DU COMITE DE PILOTAGE

Seuls les élus des membres du groupement votent. Ils disposent d'une voix délibérative par collectivité signataire.

Les élus ont la possibilité de se faire représenter, en donnant un pouvoir à un élu membre du comité de pilotage ou à un agent qu'il aura désigné. Ce pouvoir est matérialisé par un courrier ou courriel.

Les décisions sont prises à la majorité.

Il se réunit en tant que de besoin pendant les phases d'élaboration et de passation des procédures de la commande publique.

ARTICLE IX : DISPOSITIONS FINANCIERES

IX.1. FRAIS LIES A LA PROCEDURE DE PASSATION

La mission de la CAPG en qualité de Coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération ou à indemnité.

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation du marché public sont supportés par le Coordonnateur.



IX.2. CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER

Pour permettre au Coordonnateur d'exercer son droit de contrôle, les membres du groupement tiendront à sa disposition un état des comptes pour le ou les marchés publics le concernant.

IX.3. PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC

Chaque membre du groupement inscrit le montant de l'opération qui le concerne dans son budget et assure l'exécution comptable du ou des marchés publics qui le concerne.

Chaque membre assume le coût réel de l'investissement, de la pose, de l'exploitation et de la maintenance des IRVE déployées sur son territoire.

Chaque membre s'engage à payer directement le titulaire dans les conditions prévues à l'article R. 2192-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Les modalités d'émission des pièces de dépenses par les titulaires, dans le respect du montant maximum propre à chacun des membres, seront définies dans les pièces contractuelles des marchés publics.

IX.4. SUBVENTIONS PREVISIONNELLES

Les membres du groupement peuvent bénéficier des financements du programme ADVENIR via les Certificats d'Economie d'Energie. Le montant maximum de ce financement est fixé à l'échelle nationale et révisé tous les ans.

Les coûts éligibles d'investissement sont les coûts du matériel et de génie civil.

D'autres subventions pourront être mobilisées telles que le dispositif « Zero Emission sur route » ou encore le Contrat Régional d'Equilibre Territorial 2 (CRET 2).

IX.5. GESTION DES SUBVENTIONS

Chaque membre du groupement est responsable de la gestion de ses propres subventions.

IX.6. GESTION DES RECETTES

Chaque membre perçoit les recettes issues de l'exploitation des IRVE déployées sur son territoire, le cas échéant.

La gestion des recettes générées par l'exploitation des IRVE est prévue dans le contrat passé avec le titulaire de celui-ci.



IX.7. CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER

Pour permettre au coordonnateur d'exercer son droit de contrôle, les membres du groupement tiendront à sa disposition un état des comptes pour les contrats les concernant.

ARTICLE X : DUREES

X.1. DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué pour une durée courant à compter de la notification par le Coordonnateur aux membres de la présente convention qui prendra fin à l'issue des relations contractuelles existant entre le prestataire retenu et chacun des membres du groupement (sauf résiliation prévue à l'article XIII ou sortie du groupement).

X.II. DUREE DU MARCHE PUBLIC

Le marché public commence à produire ses effets juridiques à compter de la date de notification.

Il prendra fin à l'achèvement des obligations respectives des parties. En tout état de cause, il n'excédera pas une durée de 48 mois.

ARTICLE XI : EXECUTION DE LA CONVENTION

La convention ne sera rendue exécutoire qu'après son dépôt auprès des services chargés du contrôle de légalité et sa notification par le Coordonnateur aux membres à la présente convention.

ARTICLE XII : MODIFICATION

XII.1. Avenants à la convention

Toute modification de la présente convention constitutive devra faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble des membres du groupement.

La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement l'a approuvée.

L'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation relative au droit de la commande publique ne nécessitera pas la passation d'un avenant si elle n'a pas pour conséquence de modifier substantiellement la réglementation relative au groupement de commandes.



XII.2. Modifications au marché

La passation de modifications au marché public relève de la compétence du coordonnateur du groupement. Il sera en charge de la signature, de la notification et du passage au contrôle de légalité.

Toute modification au marché devra être préalablement approuvée par l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE XIII : SORTIE DU GROUPEMENT - RESILIATION

Les membres qui décident de ne pas poursuivre l'opération ont la possibilité de sortir du groupement. Ils devront toutefois supporter les conséquences financières qui découlent de leur sortie. Le retrait est notifié au Coordonnateur.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du marché public, il ne pourra prendre effet qu'à l'expiration de la période du marché concerné. Les membres qui le souhaitent pourront alors sortir du groupement, dès lors qu'ils se seront acquittés de leurs obligations contractuelles.

La présente convention pourra également être résiliée d'un commun accord entre toutes les parties. Dans ce cas, il sera procédé à un constat contradictoire donnant lieu à un procès-verbal précisant les mesures conservatoires à prendre. Les conséquences de droit et financières seront, le cas échéant, et en l'absence d'accord entre les parties, soumises à juridiction compétente.

ARTICLE XIV : CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le Coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

En cas de contentieux, si le Coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, le paiement éventuel incombera au membre du groupement directement concerné.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

ARTICLE XV : LITIGES

XV.1. Litige résultant des procédures de la commande publique

En cas de litige résultant de l'application des clauses des contrats, le Tribunal Administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal Administratif de Nice.



En plein contentieux ou en contentieux de l'exécution, si le Coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, le paiement éventuel incombera au membre du groupement directement concerné.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

XV.2. Litige résultant de la présente convention

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à le formaliser par un écrit adressé par LRAR à chaque membre.

Les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle, notamment en organisant une conciliation en présence d'un expert, désigné d'un commun accord entre les partenaires. Les frais d'expertise sont partagés à part égale entre les membres du groupement.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, et à défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la formalisation par écrit du litige, sauf prorogation de ce délai admise à l'unanimité par les parties, ces dernières pourront soumettre leur litige à la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

La présente convention comporte 12 pages. Elle est établie en cinq (5) exemplaires originaux.

Fait à Grasse, le

Pour la C.A.P.G.,

Le Président,

Pour la C.A.C.P.L.,

**Pour le Président et par
délégation,**

**Le Vice-Président délégué à
l'Environnement,**

M. Jérôme VIAUD

M. Christophe FIORENTINO



Pour la C.A.S.A.,

**Pour le Président et par
délégation,**

**Le Vice-Président délégué à
l'Environnement et à la
Biodiversité,**

M. Lionnel LUCA

Pour la C.C.A.A.,

Le Président,

M. Charles-Ange GINESY

**Pour la C.A.V.E.M. (ou « Estérel
Côte d'Azur Agglomération »),**

**Pour le Président et par
délégation,**

**Le Vice-Président délégué aux
Transports et à la Mobilité,**

M. Stéphane ISEPPI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/04/2021
Numéro : BC_2021_085
Nature : DE - Deliberations
Objet : PCAET - IRVE - Convention constitutive de groupement de commandes - Renouvellement du marché
Matière : 1.1 - Marchés publics
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : ApC1VmC

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/04/2021
Identifiant : 006-240600585-20210419-BC_2021_085-DE

Acte reçu

Date : 19/04/2021
Numéro interne : BC_2021_085
Code nature : 1
Code matière 1 : 1
Code matière 2 : 1
Objet : PCAET - IRVE - Convention constitutive de groupement de commandes - Renouvellement du marché
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210419-BC_2021_085-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_085-DE-1-1_2.PDF

N